

TIZI-OUZOU

Les élus de Tizi-Rached examinent le bilan de l'APC

Quinze mois après les parties de novembre 2005, l'APC RCD de Tizi-Rached a soumis, jeudi 29 mars, à la maison de jeunes du chef-lieu, son bilan d'activités de l'année 2006 à l'examen des comités de village et d'autres citoyens qui en ont débattu pendant plus d'une heure. Parmi les quatre chapitres, à savoir situation physique et financière des projets, les projets réalisés par secteur, la liste des permis de construire délivrés et des certificats de possession établis, seul le deuxième chapitre a retenu l'attention des présents qui l'ont, presque unanimement, approuvé en formulant toutefois quelques observations visant l'achèvement des travaux de dallage, canalisation, revêtement de routes, assainissement notamment de la cité OPGI.

La qualité de certains travaux, l'entretien des routes, le contrôle des rejets solides, l'extension du gaz de ville aux villages, l'alimentation en eau potable des villages Tala Amara et Timezguida qui, situés en bout de chaînes, se heurtent à de grosses difficultés, ont été soulevés par les intervenants sans contester les efforts fournis par l'APC.

La réintégration de la partie territoriale cédée en 1985 par le P/APC de l'époque à la commune de Tizi-Ouzou dont y compris la zone industrielle de Oued Aïssi est réclamée par la quasi-totalité des intervenants.

Les participants à la réunion ont fait un choix judicieux en s'intéressant au concret, les réalisations palpables sur le terrain, sachant que le financier et le technique, certes, entre de bonnes mains, relèvent d'un

débat plus profond et spécialisé. Au demeurant la situation physique et financière détaillée des 69 projets totalement achevés — à 6 exceptions près dont la plupart présentent un taux d'avancement supérieur à 70% — ainsi que le reliquat de 9 888 157,85 DA dégagés sur les projets réalisés, montrent, si besoin est, que les choses sont bien gérées.

L'absence de contestation sur l'ensemble des actions engagées au cours de l'exercice 2006 y compris sur des questions sensibles telles que l'équilibre entre les 17 villages de la commune et sur les questions sociales apparaissent comme des signes évidents de transparence, d'équité et de cohésion entre les élus et les citoyens de la commune. Quant aux demandes formulées, elles se trouvent, pour la plupart d'entre elles prises en charge dans le programme de l'exercice 2007 en cours. Elles reflètent les besoins sans cesse croissant générés par l'incompressible et incessante aspiration des populations progressivement sous toutes ses formes. L'aisance financière connue et reconnue de la commune qui n'a pas de dettes autres que celles considérées litigieuses — celles admises en dépense pour une vingtaine de projets ne peuvent pas être considérées comme telles, puisque les sommes allouées, autorisations de programmes, sont disponibles en attente de règlement — ne peut tout de même pas faire face à l'ensemble de la demande sociale. "Consacrer le budget communal à un seul village, il ne suffirait pas à couvrir l'ensemble de ses besoins",

souligne le P/APC. L'aspect social et sportif sont passés comme un lettre à la poste de l'AFS-AIG, pension pour handicapés à 100%, aide aux non-voyants et personnes âgées n'ont soulevé aucune objection.

Dans le même chapitre, le mois de Ramadhan a vu la distribution de 698 couffins alimentaires parmi lesquels 508 financés par l'APC, 112 par l'Etat et 78 par le Croissant-Rouge. Par ailleurs, 615 trousseaux scolaires dont 500 sur le budget communal ont été distribués aux enfants collégiens et lycéens de familles nécessiteuses, selon les responsables de l'APC. En matière de sport, la commune qui a alloué une subvention de 960 millions de centimes sur plus de 990 millions consacrés au secteur n'est pas satisfaite des résultats obtenus dans les sports collectifs, elle a en conséquence décidé de réviser la démarche en cours depuis longtemps en axant, désormais, ses efforts sur la formation à travers la mise place d'une académie du football qui enregistre d'ores et déjà une centaine d'inscrits.

Dans les réponses du P/APC aux intervenants, il y a lieu de retenir ce qui suit, le gaz de ville est chose faite dans le centre, il reste les villages sur les hauteurs et dans la plaine dont les études sont fin prêtes. L'aménagement et l'inondation de la cité OPGI relèvent de l'office propriétaire, l'APC peut et doit soutenir les résidents dans leurs démarches, l'étude de rénovation du réseau d'alimentation en eau potable du village Tala Amara est faite, le litige territorial avec l'APC de

LOGEMENT RURAL

La formule la plus adaptée à Médéa

La formule la plus adaptée en matière de logement, dans la wilaya de Médéa, reste le logement rural compte tenu que 70% de la population, estimée à 90 000, sont installés en milieu rural. Beaucoup de paramètres d'ordre géographique, social et économique plaident pour cette option. La configuration géographique, dominée par des reliefs accidentés et la prédominance des métiers agricoles, fait en sorte que la formule réunit le maximum de conditions de réussite, compte tenu des difficultés que rencontre le secteur de l'habitat soit dans la réalisation ou, plus tard, dans la perception des loyers, mais aussi des incidences sur les relations sociales qu'impose la vie dans les immeubles.

D'où la priorité donnée à ce type de logement. Un facteur vient renforcer cette option : les avantages et autres facilités accordés aux citoyens qui se sont maintenus sur place malgré les conséquences de la décennie noire ou ceux qui ont adhéré au programme du retour des populations à leurs localités d'origine. D'autre part, la wilaya de Médéa a bénéficié, au titre des années 2000 à 2001, de 2 600 logements sociaux répartis sur l'ensemble des 64 communes de la wilaya. En appoint, plus de 1 050 aides, évalées sur les précédentes années, ont été débloquées pour la réalisation de nouvelles constructions ou le financement de travaux d'extension et de réfection. A ce jour, tous les dossiers ont été avertisés par le comité de wilaya. Il est à signaler la décision d'octroi à titre exceptionnel, par le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, d'un quota de 50 logements de type rural au profit des citoyens de la localité de Ouled-Hellal, située en région montagneuse en signe d'encouragement à la population sur place.

En outre, les nouvelles directives tendent vers un encouragement de cette formule, impliquant directement le citoyen dans le choix de la conception désirée assisté par les services du logement et de l'urbanisme dans la limite de leurs prérogatives.

Hamid Sahnoun

BLIDA

185 millions de dinars pour des actions de développement à Boufarik

La daïra de Boufarik a bénéficié au titre des plans communaux de développement (PCD) de l'exercice 2007 d'une enveloppe financière évaluée à 185 millions de dinars, selon la direction de la planification et l'aménagement du territoire (DPAT) de la wilaya de Blida. A ce propos, la même source a indiqué que la commune de Boufarik a bénéficié de 90 millions de dinars destinés à la réalisation de plusieurs projets dont un réseau d'alimentation en eau potable (AEP) au profit des centres ruraux, pour une dotation budgétaire de 33 millions de dinars, et d'un réseau d'assainissement pour le centre rural (ex-domaine agricole) Messouss-Zerrouk et les centres de Bouakaz et de Saidani-Maamar.

L'agglomération de Bourari a bénéficié, quant à elle, d'une enveloppe financière de 24 millions de dinars destinée à l'aménagement et au revêtement de la route y menant et la réalisation d'une salle d'activités et de loisirs au profit

de la jeunesse locale, ajoutée la même source. La commune de Soumaâ a bénéficié, de son côté, de plusieurs projets visant l'amélioration du cadre de vie des citoyens et portant notamment sur la réalisation d'un réseau d'alimentation en eau potable (AEP) au profit du village Rabah Djelloul et d'un réseau d'assainissement au niveau du quartier de Goucherit du village de Ghriba ainsi que le revêtement d'axes routiers du village de Halouïya et l'amélioration urbaine pour un montant évalué à 40 millions de dinars. La même source a indiqué, par ailleurs, que la commune de Guerrouaou a bénéficié au titre du plan communal de développement de l'année en cours d'une enveloppe financière de plus de 32 millions de DA destinés à l'aménagement et au revêtement de l'avenue des Frères-Rahmani ainsi que la réalisation de l'éclairage public au profit des centres de Guerrouaou et de Sidi-Aïssa.

APS

L'Association des diabétiques de la ville des Genêts s'invite à Fréha

Le programme de l'Association des diabétiques de Tizi-Ouzou comporte un volet relatif à une sensibilisation de proximité sur la maladie qui passe par un périple à travers la wilaya, c'est donc naturellement qu'elle atterrit à Fréha. La maison de jeunes était le point de rendez-vous, jeudi dernier, entre médecins, malades et simples citoyens dans une ambiance qui a mis à l'aise les vieux et les tout jeunes atteints de cette maladie. D'ailleurs, selon les chiffres de l'OMS et Step Wise, l'on a recensé plus d'un million de cas en Algérie pour l'année 2005 et 170 millions dans le monde, un chiffre qui est appelé à doubler au cours des vingt prochaines années.

Cette initiative constitue un rapprochement ayant pour but une stricte éducation afin, d'une part, d'apprivoiser la maladie pour mieux la comprendre et ainsi, mieux la maîtriser et, d'autre part, éviter des complications au cours de la vie du diabétique.

Le hall de la Maison de jeunes abritait une exposition riche composée de photos et d'une multitude de brochures offertes gracieusement aux visiteurs en plus d'un matériel mis à la disposition des volontaires pour une éventuelle prise de

sang, une manière de dépister la maladie car, selon le docteur Becheker, on peut être atteint sans s'en rendre compte.

La conférence-débat, animée par les docteurs Ouid Taleb, Boudjerma, Becheker et Hamadi était un exemple de communication de proximité puisque les malades présents dans la salle pouvaient les interrompre pour demander des explications. Les médecins avec une patience sans pareille ont tout abordé, de la manière d'injecter l'insuline, les différents points où la faire, le rap-

port taux de sucre dans le sang, l'effort physique, les sortes de médicaments mis en vente jusqu'aux problèmes spécifiques aux intervenants.

Il faut signaler la présence du laboratoire Sonafi/Aventis qui s'avère être le principal sponsor de l'association qui l'accompagne dans ses tournées à travers la Kabylie.

Pour rappel, ce programme comporte aussi des journées scientifiques pour les médecins en plus de chaque lundi réservé à l'éducation des adhérents.

F. B.

A quand la rouverture de la poste ?

Les prestations de service fournies par la poste de Fréha à travers les fenêtres, en plus d'offrir une image désolante, restent dans la pratique un fort désagrément pour les usagers. Deux élus FFS ont sollicité, par correspondance, l'intervention du wali pour mettre fin au calvaire enduré quotidiennement par leurs concitoyenne. Ainsi, ils matérialisent un ras-le-bol général des gens de la localité qui espèrent la rouverture de la poste. Il est vrai que ces derniers ne sont ni à l'abri des fortes chaleurs ni épargnés par les mauvais temps, encore moins des regards indiscrets dans un espace découvert et sans aucu-

ne commodité pour les personnes âgées ou malades. Que dire de la fluidité dans le travail quand on est condamné à chercher la bonne fenêtre pour une simple prestation.

Pour rappel, depuis que ladite poste a fait l'objet d'un hold-up, s'en est suivie une période consacrée aux réfections. La décision de fermer les portes et de disposer des services à travers des fenêtres remonte à quatre années déjà. Il aurait été admis une courte fermeture pour des raisons de sécurité, ce que expliquent par ailleurs les deux élus, mais pas une aussi longue pénalisation, car c'en est une aux yeux des

citoyens qui considèrent que c'est une décision simpliste faite au détriment de leur intérêt. Du côté de la poste de Fréha, l'on nous affirme qu'ils sont tributaires de la décision de leur tutelle et ne sont par conséquent que des exécutants. Une logique toute simple qui explique le choix du destinataire par les deux élus, le wali.

En attendant de trouver une solution à même de tenir compte de tous les paramètres et dont le noyau serait l'intérêt de toutes les parties, effacer l'image de ces usagers agglutinés aux abords de la bâtisse est une urgence à considérer.

F. B.